

Commission européenne

Madame la Présidente
Ursula von der Leyen
Rue de la Loi 200 / Wetstraat 200
1040 Bruxelles
Belgique

Courriel : Ursula.VON-DER-LEYEN@ec.europa.eu

Lauterbourg, le 30 septembre 2025

Objet : L'avenir de la politique de cohésion – Une Europe proche des citoyens a besoin de programmes Interreg solides

Madame la Présidente von der Leyen,

Les régions situées aux frontières intérieures de l'Union européenne représentent 40 % du territoire de l'UE, abritent plus de 30 % de la population européenne et génèrent environ 30 % du PIB de l'UE, comme l'a constaté la Commission européenne elle-même.¹ Ces régions sont des espaces d'interdépendance transfrontalière où l'Europe est une réalité quotidienne et qui nécessitent des solutions concertées, notamment dans des domaines tels que la mobilité, la santé, l'économie, la transition énergétique ou encore l'aide en cas de catastrophe et la culture. Elles incarnent la solidarité transfrontalière face aux crises et constituent la base de nombreux échanges, de bonnes pratiques, d'amitiés et de projets exceptionnels.

Depuis de nombreuses années, les Eurodistricts situés à la frontière entre l'Allemagne, la France et la Suisse, qui comptent près de 7 000 000 d'habitants, sont le symbole de cette coopération fructueuse, souvent rendue possible par les programmes Interreg A dans le cadre de la politique européenne de cohésion. Ils sont la preuve que l'intégration européenne n'est pas une idée abstraite, mais une réalité tangible qui influence positivement la vie quotidienne des citoyens.

Dans ce contexte, nous saluons l'augmentation des fonds alloués aux programmes Interreg à environ 10 milliards d'euros prévue dans le projet de cadre financier pluriannuel 2028-2034. Dans le même temps, l'avenir de la coopération territoriale européenne, et donc des programmes Interreg, est aujourd'hui incertain. La Commission propose un plan Interreg centralisé qui menace la conception et la mise en œuvre régionale et partenariale des programmes, qui se sont révélées très efficaces et adaptées aux besoins dans le passé. De même, des questions se posent à cet égard concernant la poursuite et le financement des programmes Interreg A dans les régions frontalières économiquement fortes et développées. La centralisation proposée dans le cadre d'un plan Interreg représente un risque pour les acquis concrets d'une Europe plus proche des citoyens, en particulier dans des espaces bien intégrés tels que le Rhin supérieur, la Sarre-Moselle et la Grande Région.

¹ Commission européenne (COM(2017) 534 final) : COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPÉEN - Renforcer la croissance et la cohésion dans les régions frontalières de l'UE

Notre inquiétude est largement partagée. Le Comité européen des régions, le Parlement européen, la Mission opérationnelle transfrontalière, l'Association des régions frontalières européennes et les instances politiques des programmes Interreg dans la Grande Région et dans la région du Rhin supérieur ont déjà exprimé leurs vives préoccupations quant à un affaiblissement de la coopération transfrontalière, qui porterait un coup dur aux régions concernées.

Compte tenu du fait que les programmes Interreg ont permis, ces dernières années, d'apporter de nombreuses améliorations et de remporter de nombreux succès avec des moyens financiers relativement modestes, il faut veiller à ce que toutes les régions frontalières d'Europe puissent continuer à bénéficier des fonds FEDER correspondants. Grâce aux programmes Interreg A, de nombreux projets, petits et grands, ont pu être réalisés dans nos Eurodistricts :

- L'accès transfrontalier aux soins de santé, qui améliore considérablement la vie des habitants des régions frontalières et renforce le sentiment de solidarité européenne;
- Les projets de mobilité durable, qui facilitent le quotidien de centaines de milliers de frontaliers ;
- Les crèches franco-allemandes et le bibliobus biculturel, qui encouragent le multilinguisme ;
- Les initiatives communes en matière de changement climatique, de protection contre les inondations et de transition énergétique, qui rendent nos régions plus résilientes et plus durables ;
- Et bien d'autres encore.

Toutes ces réalisations ne sont pas seulement des lignes budgétaires, elles sont l'expression des valeurs de l'Union européenne et apportent des réponses concrètes aux défis actuels. Elles n'ont été possibles que grâce à l'engagement de l'UE dans le cadre des programmes Interreg. Ces projets structurants, qui répondent aux besoins des services publics, sont essentiels au maintien de la cohésion sociale en Europe, car ils créent et renforcent un lien durable entre les habitants des régions frontalières, soit plus de 135 millions de citoyens européens.

À une époque où le populisme prospère sur le sentiment d'une Europe déconnectée, où les crises successives mettent à l'épreuve notre solidarité et où les citoyens remettent en question le projet européen, nous ne pouvons pas nous permettre d'affaiblir ce qui fonctionne.

C'est donc avec conviction que nous plaçons pour :

1. le **maintien des programmes Interreg A**, y compris dans les régions plus développées
2. la **conception et la gestion décentralisées** de la coopération territoriale européenne (Interreg)
3. le **maintien des espaces fonctionnels et des fonds pour les petits projets**, qui impliquent et renforcent les petites communes, les associations et la société civile

Chère Madame la Présidente, nos eurodistricts portent fièrement le nom de l'Europe. Ce ne sont pas de simples structures administratives, mais des espaces où la devise européenne « Unie dans la diversité » est vécue au quotidien. Les régions frontalières sont les laboratoires réels de l'intégration européenne et un pilier important de l'Union européenne. Elles sont

diverses et présentent différents atouts. La future politique de cohésion doit tenir compte de cette réalité.

Nous comptons sur votre leadership pour défendre le financement ambitieux des programmes Interreg lors des négociations à venir, afin d'encourager les milliers d'initiateurs de projets qui travaillent sur le terrain et de rassurer les citoyens sur le fait que l'Union européenne continuera d'être présente là où elle peut faire la différence : dans leur vie quotidienne.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de notre très haute considération.

Dietmar Seefeldt
Präsident
EVTZ Eurodistrikt PAMINA



Marc Zingraff
Präsident
EVTZ Eurodistrikt SarrMoselle



Jeanne Barseghian
Präsidentin
EVTZ Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau



Hanno Hurth
Präsident
Eurodistrikt Eurhena



Marion Dammann
Vorsitzende
Trinationaler Eurodistrikt Basel

